



LES PROMESSES DE LA TECHNOLOGIE

Les gouvernements du Moyen-Orient comptent sur les entrepreneurs du numérique pour stimuler la croissance économique et créer des emplois pour les jeunes

Campbell MacDiarmid

À 17 ans, Tarek Nasr a créé sa première entreprise, qui produisait des maillots de basket-ball. Dix-sept ans plus tard, ce citoyen égyptien est passé à l'univers du numérique et s'apprête à lever 500.000 dollars pour financer sa prochaine entreprise, Mintrics, une plateforme d'analytique vidéo au service des réseaux sociaux.

«Avec de la chance et beaucoup de travail, le but est de mettre sur pied une société qui vaudra 100 millions de dollars», explique-t-il par vidéo-conférence depuis son bureau du Caire, en utilisant intentionnellement un téléphone rétro. «Je pense que c'est faisable.»

À 34 ans, Tarek Nasr, qui est plus à l'aise en short et polo qu'en costume trois-pièces, est le prototype des entrepreneurs du numérique au Moyen-Orient. Il a vécu le Printemps arabe, qui a balayé les gouvernements dans l'ensemble de la région en 2011, et appartient à une génération de jeunes qui tablent

sur la technologie pour gagner leur vie, au lieu du secteur public ou privé, où les perspectives professionnelles se raréfient.

«L'expansion des grandes entreprises privées est limitée», explique Ayman Ismail, professeur d'économie et fondateur du Venture Lab à l'université américaine du Caire. «Le seul espoir réside dans l'esprit d'entreprise des PME.»

Trou noir de l'emploi

Les gouvernants du Moyen-Orient, eux, espèrent que les technologies pourront remédier au moins partiellement à l'un des problèmes majeurs de la région : le manque d'emplois pour les jeunes. La moitié des 406 millions de citoyens du monde arabe ont moins de 25 ans, et le taux de chômage des jeunes est de 30 %.

La pénurie d'emplois touche autant les nations fortunées exportatrices de pétrole que les pays plus pauvres tels que l'Égypte, le Maroc et la Tunisie.

L'Égypte, dont les déficits budgétaires et la dette publique ne cessent d'enfler, ne peut pas user des dépenses publiques pour alimenter la croissance économique indispensable à l'emploi. Elle cherche plutôt à encourager l'entreprise privée. L'Arabie saoudite, où 70 % de la population active est employée par le secteur public, cherche à diversifier son économie et à devenir moins tributaire de ses exportations de pétrole.

«Nous voulons donner aux jeunes talentueux les moyens d'entreprendre», explique Nawaf Al Sahhaf, directeur de Badir, pépinière d'entreprises technologiques établie par l'État. «L'idée de base est de créer des emplois.»

La tâche sera ardue. Outre les problèmes que rencontrent les jeunes pousses dans le monde entier, dans une grande partie du Moyen-Orient les entrepreneurs se heurtent à des obstacles particuliers : difficultés à lever des fonds et réglementations commerciales archaïques. La plupart des start-up du Moyen-Orient s'établissent encore à l'étranger, par exemple aux États-Unis, dans l'État du Delaware, pour épargner aux investisseurs le carcan bureaucratique et juridique de la région.

Le droit de la faillite

La situation commence à évoluer lentement. L'Égypte, qui fait de l'innovation la pierre angulaire de son plan de croissance économique à long terme, a institué un mécanisme permettant aux chefs d'entreprise de restructurer leur société pendant la procédure de faillite au lieu d'encourir la prison pour dettes impayées.

Mais, comme au moins cinq ministères interviennent dans la promotion de l'entrepreneuriat, les gens tels que Con O'Donnell, investisseur providentiel basé au Caire, se plaignent du manque de coordination et des doubles emplois. De plus, les objectifs des entrepreneurs et des pouvoirs publics sont divergents. «Le gouvernement se soucie de créer des emplois, et non de créer de la valeur», dit-il. «Pour un PDG, ce n'est pas l'essentiel.»

Certaines jeunes pousses sont devenues de gros employeurs. Careem, société de voiturage privé établie à Dubaï en 2012, emploie 250.000 chauffeurs. Mais elles sont pour la plupart beaucoup plus modestes. Souq.com, également basé à Dubaï, est le principal site de vente au détail en ligne de la région et emploie environ 3.000 personnes. (Amazon en emploie plus de 350.000.)

«Des études corroborent l'idée générale que l'esprit d'entreprise peut être un facteur crucial de création d'emplois» dans le monde arabe, selon Bessma Momani, chercheuse non résidente au Brookings Doha Center, qui a publié un rapport à ce sujet en 2017. Mais elle ajoute : «Il reste encore à créer dans la région l'écosystème économique nécessaire pour que l'esprit d'entreprise prospère.»

C'est sur la création de richesse que les jeunes pousses technologiques peuvent avoir le plus d'incidence.

Le rachat de Souq par Amazon pour plus de 650 millions de dollars en mars 2017, du jamais-vu dans la région, a fait date. «Cela prouve qu'il est possible de créer de grandes et puissantes sociétés technologiques dans la région», selon Samih Toukan, un des cofondateurs de Souq.

Souq est une des 60 jeunes pousses de la région qui ont été rachetées ces cinq dernières années, pour un total de plus de 3 milliards de dollars, selon MAGNiTT, plateforme en ligne qui met en rapport les entrepreneurs technologiques de la région avec des investisseurs. MAGNiTT a recensé plus de 3.000 start-up au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, qui ont attiré un montant record d'investissements de plus de 870 millions de dollars rien qu'en 2016. À titre de comparaison, en Amérique latine, région plus peuplée, mais ayant un taux de pénétration d'Internet un peu inférieur, les jeunes pousses ont levé 500 millions de dollars de capital-risque en 2016, dont 342 millions dans le secteur des technologies de l'information, selon la Latin American Private Equity and Venture Capital Association.

À la traîne

Le Moyen-Orient est cependant très en retard par rapport aux pays développés. Le numérique contribue pour environ 4 % au PIB du Moyen-Orient (hors Afrique du Nord), contre 8 % aux États-Unis, et la région représente seulement 1 % des recettes des 1.000 premières entreprises technologiques, contre 36 % aux États-Unis, d'après un rapport de McKinsey & Company publié en octobre 2016.

Les Émirats arabes unis (EAU) sont en tête au plan régional, avec 42 % des start-up du numérique, selon MAGNiTT. Dubaï, leur plus grande ville, attire les entrepreneurs de toute la région. Comme l'explique Tarek Nasr, «l'infrastructure est de premier plan, les liaisons Internet excellentes, et on ne manque pas d'espaces de cotravail» ou de bureaux partagés qui favorisent le travail collaboratif.

Les EAU bénéficient aussi d'une stratégie cohérente en matière d'innovation. À titre d'exemple, Dubai Future Accelerators est un programme de neuf semaines qui met en relation des sociétés technologiques avec des départements de l'État de manière à ce que leurs dirigeants contribuent à apporter les changements de réglementation nécessaires pour que les nouvelles technologies soient rapidement déployées. «Le problème est que l'innovation suscite souvent quelque résistance, surtout de la part de l'État», explique le directeur général, Khalfan Belhoul. Mais il affirme que le Sheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum «veut faire de Dubaï la destination de choix pour tous les innovateurs du monde».

Dans l'ensemble de la région, les États établissent des fonds technologiques. Celui de l'Arabie saoudite, le plus fourni (100 milliards de dollars), a été créé cette année,

La rapide croissance démographique de l'Égypte, championne du monde arabe avec ses 90 millions d'habitants, en fait un marché prometteur, bien que complexe.

mais n'a pas encore laissé de marque sur la scène technologique naissante du pays, selon Rachel Williamson, analyste indépendante, spécialiste du Moyen-Orient : «Il monte en régime rapidement, mais c'est encore tout récent. On en parle beaucoup, mais il n'y a pas encore d'écosystème concret.»

Un marché prometteur

La rapide croissance démographique de l'Égypte, championne du monde arabe avec ses 90 millions d'habitants, en fait un marché prometteur, bien que complexe. D'après les estimations officielles, un peu moins de la moitié des habitants sont reliés à l'Internet. Amir Barsoum, entrepreneur, est de ceux qui pensent que les nombreux problèmes de l'Égypte, des écoles et hôpitaux surchargés aux infrastructures délabrées, sont autant de créneaux à saisir. En suivant la bonne idée — une appli pour faciliter l'accès aux services financiers, ou une méthode plus efficace pour appeler un taxi —, il est possible de s'affranchir des technologies existantes pour résoudre des problèmes tout en récoltant des bénéfices.

En 2012, Amir Barsoum a fondé Vezeeta, une plateforme numérique médicale qui permet d'automatiser les rendez-vous et de réduire le temps d'attente dans les hôpitaux et centres de santé. Aujourd'hui, sa société compte 200 employés et aide 1 million d'utilisateurs à prendre 60.000 rendez-vous chaque mois. Grâce à un investissement de 10,5 millions de dollars, Vezeeta a étendu son champ d'opération de l'Égypte à la Jordanie et au Liban, et compte s'implanter bientôt dans d'autres pays du Moyen-Orient.

La finance offre également des débouchés. La région, où 14 % seulement des adultes ont un compte en banque, a vu éclore plus de 100 entreprises spécialisées en technologie financière, telles que Fawry, plateforme qui permet le paiement de factures et d'autres services en ligne au moyen de portefeuilles électroniques et de 65.000 guichets.

«La fintech commence à se répandre dans la région», explique Ahmed Wadi, ressortissant égyptien qui a récemment créé une application, Moneyfellows, permettant à des inconnus de se prêter de l'argent entre eux. «Nous aidons les gens à obtenir un prêt sans intérêts sur la foi de leur réputation sociale et non d'une notation de crédit», précise-t-il.

Tarek Nasr exploite le développement du marché de la publicité en ligne en Égypte. Après avoir décroché une

licence de gestion commerciale à l'université du Nouveau-Brunswick au Canada, il est rentré en Égypte. Grâce à des fonds prêtés par des amis et des proches, il a ouvert au Caire une agence de création (The Planet) spécialisée dans la publicité sur les réseaux sociaux. Après quoi il a cofondé un accélérateur technologique appelé Juice Labs, qui propose des financements, des conseils et de l'assistance technique à d'autres jeunes pousses numériques.

Une culture bourgeonnante

Con O'Donnell, l'investisseur providentiel basé au Caire, constate le bourgeonnement de la culture de l'entrepreneuriat dans le monde arabe. Un des signes qui ne trompe pas est l'apparition aux heures de grande audience d'émissions de télé-réalité comme El Mashrou3, ou «Le Projet». D'abord diffusée en Égypte en 2014, elle met en scène des entrepreneurs du numérique qui présentent leurs idées à des investisseurs. Pour les jeunes, la création d'entreprise est, selon Con O'Donnell, «un parcours comme un autre». «C'est une carrière acceptable au plan social et familial.»

Ressortissant irlandais, ce dernier est arrivé dans les années 90 pour étudier l'arabe, puis est resté afin de travailler pour plusieurs sociétés de média, avant de fonder Sarmady. Ce site en langue arabe — premier du genre — propose des actualités, nouvelles sportives, agendas des spectacles et guides touristiques. En 2008, il a vendu sa société à Vodafone pour un montant non divulgué et a depuis investi dans 15 jeunes pousses égyptiennes, dont Instabug, outil à l'usage des créateurs d'applications, ou encore Wuzzuf, site de recrutement en ligne.

Mais pour les investisseurs en quête de bénéfices rapides au Moyen-Orient, les observateurs chevronnés tels que Con O'Donnell recommandent la prudence : étant donné les obstacles qui peuvent ralentir le commerce dans la région, au lieu de miser sur les licornes, mieux vaut opter pour l'image, plus prosaïque, du dromadaire.

«Comme lui, il faut être capable d'accumuler beaucoup d'eau pour se préparer à la traversée du désert», explique Con O'Donnell. «Ici, on peut avoir la chance d'obtenir un capital d'amorçage pour se mettre en route, mais bien souvent on ne va pas plus loin. Il faut donc être prêt à persévérer.» **FD**

CAMPBELL MACDIARMID est un journaliste indépendant établi en Iraq.